



Actualités en bref

Conjoncture mensuelle



Intrants



Volailles de chair



Œufs



Palmipèdes gras



Lapins

SOMMAIRE

FRANCE

Influenza aviaire : renforcement des mesures de biosécurité dans les élevages

Le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation tire les enseignements des crises sanitaires de 2016 et 2017, en renforçant, à partir du 1er septembre, les mesures de protection des élevages de volailles contre les virus influenza aviaire.

Dans la perspective des prochaines migrations d'oiseaux sauvages à l'automne prochain, ces mesures ont pour objectif de prévenir une nouvelle introduction du virus IAHP dans des exploitations de volailles et d'éviter une éventuelle diffusion du virus entre exploitations. Elles tiennent compte du retour d'expérience des deux crises IAHP récentes.

L'arrêté du 10 juillet 2017, modifiant l'arrêté du 8 février 2016 sur la biosécurité renforce le principe d'obligation de résultats, en confiant aux professionnels la responsabilité d'élaborer des cahiers des charges ou des guides relatifs à la biosécurité. Ces documents validés officiellement après évaluation scientifique, devront prendre en considération les spécificités de chacune des filières afin d'être appliqués concrètement par tous les producteurs. Les fiches expliquant les mesures de biosécurité applicables dans les exploitations de volailles p la prévention contre l'influenza aviaire, établies par l'ITAVI (<http://influenza.itavi.asso.fr/>), ont été validées et publiées au sur le Bulletin officiel du ministère de l'agriculture le 13 septembre 2017.

Cet arrêté introduit de nouvelles exigences de biosécurité relatives au dépistage spécifique dans les élevages reproducteurs, à la gestion des mouvements de véhicules au sein des exploitations ou encore des conditions de protection de l'alimentation des volailles vis-à-vis des oiseaux sauvages.

Les mesures prises par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation entreront en vigueur le 1er septembre 2017. Elles concerneront l'ensemble de la filière : les éleveurs mais également l'ensemble des intervenants en élevage engagés collectivement dans le cadre du pacte de lutte contre l'Influenza aviaire et de relance de la filière palmipède à foie gras. L'arrêté du 10 juillet 2017 constitue donc une première déclinaison réglementaire de ce pacte visant à sécuriser durablement les élevages et les déplacements d'animaux.

La Confédération française de l'aviculture (CFA), la FNSEA et JA estiment que les retards dans le versement des indemnisations « handicapent fortement [les] capacités

d'investissement [des éleveurs] dans les mesures de biosécurité, pourtant indispensables ».

Dans un communiqué du 7 septembre, les syndicats s'inquiètent de « l'absence de réponse des pouvoirs publics sur la prise en compte des pertes de production après les dates de fin de vide sanitaire obligatoire », qui « fait planer une grave menace pour la pérennité de bon nombre d'élevages ». Ils déplorent également « les messages contradictoires diffusés par les services décentralisés et le manque d'informations précises sur les sommes perçues par les producteurs ».

Le dispositif de compensation des pertes prend en charge les pertes liées au vide sanitaire jusqu'à la date autorisée de remise en élevage (29 mai pour les palmipèdes, et dates de levée de la zone réglementée pour les volailles). Or, « bon nombre d'éleveurs de palmipèdes et de gallinacés n'ont pas pu remettre en production leur élevage pendant plusieurs semaines après cette date », rappelle la CFA. En effet, la reprise de la production est fortement freinée par le manque de canetons disponibles, en relation avec l'abattage des cheptels reproducteurs du Sud-Ouest.

(Communiqués du Ministère du 13/07/17, France Agricole 07/0917)

Grimaud cède Hubbard à Aviagen (EW Group)

Basé dans le Maine-et-Loire, le groupe Grimaud qui compte parmi les leaders mondiaux de la génétique animale, a cédé sa filiale Hubbard, basée à Quintin (Côtes-d'Armor), troisième sélectionneur mondial de poulets de chair. L'accord a été signé le 31 juillet dernier, il sera effectif dans quelques mois.

Hubbard a été fragilisé par la chute de ses exportations en Asie et au Moyen-Orient, en raison des fermetures de frontières liées à l'influenza aviaire. « Plusieurs dizaines de millions d'euros de pertes cumulées en 2016 et 2017 sur une centaine de millions de chiffre d'affaires », selon Frédéric Grimaud.

Sur la seule année 2016, le secteur Sélection-Accoupage français a, selon les Douanes française, vu son chiffre d'affaires export reculer de 23 % à 215 M€ contre près de 280 M€ en 2015.

« Nous sommes heureux d'accueillir Hubbard dans la famille Aviagen », déclare Jan Henriksen, PDG d'Aviagen. « La diversité génétique des produits et l'expertise approfondie de Hubbard dans les différents segments de marché du poulet de chair contribueront à élargir fortement l'offre de produits Aviagen. »

Le Groupe Grimaud reconnaît perdre « un tiers de son périmètre d'activité ». Mais le cash généré par la transaction

lui permet de rebondir en biopharmacie (recherche de vaccins pour la santé animale et la santé humaine) et en sélection animale. « En poules, on va créer deux nouvelles filiales « ponte » aux États-Unis et au Brésil. Nous nous développons en aquaculture. En sélection porcine, nous avons une présence internationale. Et en canard, deuxième volaille la plus consommée au monde, nous sommes leader mondial » rappelle Frédéric Grimaud.

Aviagen®, filiale du groupe allemand Erich Wesjohann Group (EW Group) est devenu le leader mondial dans les domaines de la sélection des volailles, développant des lignées pures pour la production de poulets de chair sous les marques Arbor Acres®, Indian River® et Ross®. La société est basée en Alabama, aux États-Unis. Elle est propriétaire de nombreuses installations à travers le Royaume-Uni, l'Europe, la Turquie, l'Amérique latine, l'Inde, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, ainsi que de JV en Asie. Aviagen emploie plus de 3 900 personnes et dispose d'un réseau de distribution desservant ses clients dans plus de 100 pays.

(Ouest France 08/08/17, Douanes françaises, sites Hubbard et Aviagen)

Doux revoit son modèle économique

Dans un communiqué daté du 13 septembre, Doux annonce « un projet de transformation accélérée du modèle économique de l'entreprise ». L'essentiel de l'activité du groupe détenu par Terrena, le groupe Avril et le saoudien Al Munajem, repose sur la production et l'export de poulets entiers congelés au Moyen-Orient, marché sur lequel la concurrence avec le Brésil s'est intensifiée depuis 2016.

Le projet présenté le 13 septembre repose sur 3 axes stratégiques principaux :

1. Monter en gamme sur les produits premium innovants à l'export pour valoriser l'origine France au Moyen Orient et développer le marché africain. Pour cela, il faut spécialiser la base de production bretonne et investir pour doubler la capacité de production du site de Quimper pour les produits élaborés destinés au Grand Export.
2. Entrer sur le marché européen en pleine croissance du Halal frais de qualité sur lequel Doux est absent. Pour cela, il faut dédier la base de production vendéenne en investissant dans l'abattoir de Chantonay et obtenir la certification Halal appropriée à ce nouveau marché.
3. Regagner de la compétitivité sur l'offre d'entrée de gamme. Pour cela, il faut construire un partenariat avec un opérateur européen avec des coûts de production plus faibles, afin de faire face à la concurrence sur les marchés historiques du Groupe.

Selon Les Echos, le groupe affiche une perte de 35 M€ sur 2016 pour un CA de 380 M€, et prévoit une perte équivalente sur 2017. Les investissements envisagés s'élèveraient à 100 M€ sur 4 ans. Les actionnaires cherchent donc activement des partenaires avec le soutien de l'Etat et des collectivités locales. Doux et sa filière représentent 8 sites de production dans le Grand Ouest, 1 500 emplois directs et 5 000 indirects, 300 éleveurs partenaires et 10 % de la filière volaille française.

(Communiqué Doux 13/09, Les Echos et Le Figaro 14/09)

D'Espous reprend Les Canards D'Auzan à ITM

La société CA Holding, faisant partie du groupe CA Animation créé par Antoine d'Espous, vient de notifier à l'autorité de la concurrence la prise de contrôle exclusif de la société Les Canards d'Auzan, jusque-là propriété d'ITM alimentaire.

La société Les Canards d'Auzan est active dans la production de produits dérivés de canard gras, notamment les foies gras (crus, transformés, surgelés) et la viande de canard (magrets, aiguillettes) crue, fraîche et surgelée, rapporte la notification. Pour rappel, CA Holding contrôle la société Jean Larnaudie qui commercialise du foie gras et des plats cuisinés traditionnels à sa marque et MDD, et la société Occitane Plats cuisiné qui produit et commercialise des plats cuisinés et des saucisses.

(Les Marchés, 29/08/17)

UNION EUROPEENNE

L'accord d'association UE-Ukraine entre pleinement en vigueur

L'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine est entré pleinement en vigueur au 1^{er} septembre dernier.

L'accord d'association, y compris la zone de libre-échange approfondi et complet qu'il prévoit, est le principal moyen de rapprochement de l'Ukraine et de l'UE. La zone de libre-échange approfondi et complet offre à l'Ukraine un cadre pour moderniser ses relations commerciales et stimuler son développement économique par l'ouverture des marchés et l'alignement des législations, normes et réglementations sur les normes européennes et internationales.

Selon divers représentants de la Commission, « Cette association sera synonyme de resserrement des liens entre nos citoyens, d'élargissement des marchés et d'ouverture de nouvelles possibilités pour les entreprises et les entrepreneurs, et de multiplication des partages

d'expérience, d'informations et de savoir-faire. Elle montre que nous poursuivons les mêmes objectifs et que le peuple ukrainien peut compter sur l'aide et la coopération de l'Union européenne pour les années à venir.» « Les premiers résultats concrets de la mise en œuvre de l'accord sont déjà visibles: les exportations ukrainiennes vers l'UE ont augmenté et l'UE a confirmé son statut de premier partenaire commercial de l'Ukraine. Cette dernière a récemment consenti des efforts de réforme sans précédent, bien qu'il reste beaucoup à faire, par exemple dans la lutte contre la corruption, qui demande à être poursuivie. L'Union européenne continuera de soutenir les efforts de réforme de l'Ukraine, à laquelle elle apportera tant son savoir-faire qu'un appui financier.»

Dans le cadre de l'accord d'association, l'Ukraine s'est engagée à entreprendre des réformes structurelles dans les domaines de la démocratie, des droits de l'homme, de l'état de droit, de la bonne gouvernance, des échanges commerciaux et du développement durable. L'accord prévoit également une coopération accrue dans les domaines de la protection de l'environnement, du développement social et de la protection sociale, des transports, de la protection des consommateurs, de l'égalité des chances, de l'éducation, de la jeunesse et de la culture, ainsi que de l'industrie et de l'énergie.

L'accord d'association a été négocié entre 2007 et 2011 et signé les 21 mars et 27 juin 2014. Des volets importants de l'accord d'association sont appliqués à titre provisoire depuis le 1er novembre 2014, ainsi que depuis le 1er janvier 2016 pour ce qui est de la zone de libre-échange approfondi et complet.

(Communiqué de presse Commission européenne 01/09/17)

Vingt-deux états membres concernés par la fraude au Fipronil

La fraude qui a conduit à la contamination d'œufs par l'insecticide fipronil remonte à septembre 2016, selon la Commission européenne. A ce stade, 34 pays, dont 23 situés en Europe, sont touchés. La désinfection d'élevages de poules pondeuses par un produit contenant du fipronil, un antiparasitaire strictement interdit dans la chaîne alimentaire, a contaminé des dizaines de millions d'œufs. La crise, qui remonte donc à plusieurs mois, n'est apparue au grand jour qu'au début d'août.

Elle touche désormais 22 pays de l'Union européenne (Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Suède, France, Royaume-Uni, Autriche, Pologne, Roumanie, Italie, Luxembourg, Irlande, Slovaquie, Slovaquie, Danemark, Espagne, Hongrie, Finlande, Bulgarie, République tchèque, Grèce et Estonie), mais aussi la Suisse, la Norvège et le Liechtenstein.

La fraude a surtout été pratiquée aux Pays-Bas et en Belgique, où respectivement 258 et 93 élevages ont été bloqués un temps par les autorités. En Belgique et aux Pays-Bas, les deux dirigeants du fournisseur Poultry-Vision et de la société de désinfection ChickFriend ont été emprisonnés. L'exécutif européen va lancer « une enquête dans toute l'Europe pour contrôler l'usage de substances illégales sur des poules pondeuses contre le pou rouge », notamment le fipronil et l'amitraze.

(Le Monde et AFP 31/08/17)

MONDE

Perspectives agricoles OCDE-FAO 2017-2026

La croissance de la demande mondiale en viande devrait ralentir considérablement pendant la prochaine décennie. Ces dix dernières années, ses principaux moteurs ont été tout d'abord la République Populaire de Chine, où la demande croissante de viande et de poisson a entraîné une hausse de la consommation d'aliments pour animaux de près de 6 % par an, et ensuite la production mondiale de biocarburants, qui a accru l'utilisation des matières premières agricoles de près de 8 % par an. La reconstitution des stocks de céréales, à hauteur de 230 Mt au cours des dix dernières années, a également augmenté la demande.

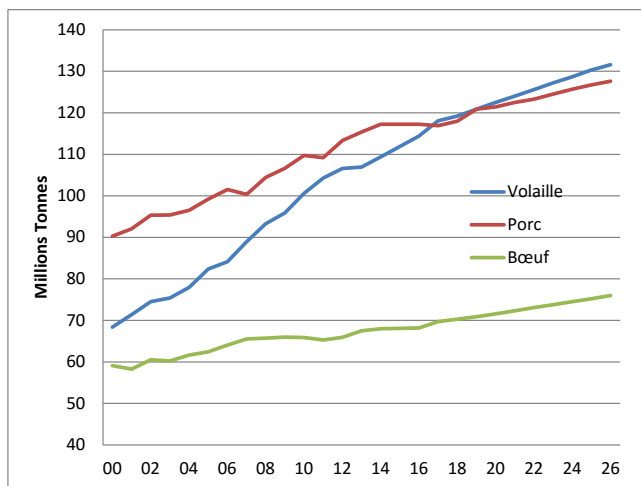
À moyen terme, il est peu probable que ces facteurs continueront de soutenir les marchés comme ils l'ont fait dernièrement, et aucune autre source de croissance ne semble devoir prendre le relais.

Les perspectives de la consommation de viande paraissent assez limitées compte tenu des tendances observées récemment dans de nombreux pays, où les préférences alimentaires, le faible niveau des revenus et les contraintes du côté de l'offre freinent la consommation.

Dans les secteurs de la viande et des produits laitiers, la croissance de la production reposera à la fois sur l'augmentation de la taille des troupeaux et sur une production par tête plus élevée, avec des différences d'intensité toujours importantes.

Au cours des dix prochaines années, la production de volaille devrait représenter près de la moitié de la croissance totale de la production de viande, avec cependant un ralentissement de la croissance attendue de +1.5 % par an sur la prochaine décennie pour atteindre 132 Mt en 2026 contre 114 Mt en moyenne sur les années 2014-2016.

Production mondiale de viandes Perspectives OCDE-FAO



Les échanges de produits agricoles et de poisson devraient progresser environ deux fois moins vite qu'au cours des dix dernières années, mais leur part dans la production du secteur restera à peu près constante pendant la prochaine décennie. Les exportations nettes devraient s'accroître dans la région des Amériques ainsi que les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale, et les importations nettes devraient augmenter dans les autres pays asiatiques et en Afrique. Les exportations agricoles restent concentrées dans un petit nombre de pays producteurs, ce qui contraste avec la dispersion des importations entre de nombreux pays.

(Perspectives agricoles OCDE-FAO Juillet 2017)

Nouveau record pour les stocks céréaliers mondiaux

Les prix mondiaux des produits alimentaires ont chuté en août, en raison principalement de perspectives de récoltes céréalières abondantes laissant entrevoir une importante reconstitution des stocks. La FAO a révisé à la hausse ses prévisions relatives à la production mondiale de céréales, qui atteindrait 2 611 millions de tonnes, soit un record historique. Ce sont les perspectives de production de blé en Russie qui ont été revues à la hausse et qui compensent même davantage les baisses prévues au Canada et aux États-Unis. Les récoltes de maïs et d'orge au Brésil et dans la Fédération de Russie sont aussi en hausse.

Les stocks mondiaux de céréales devraient atteindre, eux aussi, un sommet historique à la clôture des saisons en 2018, selon le dernier Bulletin de la FAO sur l'offre et la demande de céréales. Ils atteindraient un sommet record de 719 millions de tonnes, soit une hausse de 2 % par rapport à leurs niveaux déjà élevés lors de l'ouverture des saisons en cours. Les stocks de blé dans la Fédération de Russie et les stocks de maïs au Brésil devraient augmenter notablement.

Le commerce mondial des céréales devrait également

augmenter de plus de 2 % pour atteindre 403 millions de tonnes, soit un nouveau record. Les dernières prévisions de la FAO sont supérieures de 8 millions de tonnes aux prévisions précédentes en raison des demandes d'importations soutenues de la Chine, du Brésil, de l'Union européenne, de la République islamique d'Iran et du Mexique.

(Agrisalon, 08/09/17 2017)

Perspectives favorables pour l'aviculture brésilienne en 2018 selon l'USDA

L'USDA anticipe une nouvelle croissance de la production brésilienne de poulet de 3 % en 2018 à 13,8 millions de tonnes (Mt), tirée à la fois par une légère croissance de la demande intérieure en lien avec la reprise économique et par une demande à l'export soutenue. Le Brésil devrait en effet continuer à bénéficier de son statut indemne d'Influenza aviaire, alors que ses principaux concurrents sont impactés par différents épisodes de cette dernière. La bonne récolte de maïs et de soja devrait également permettre une réduction des coûts de l'alimentation animale et favoriser la rentabilité du secteur avicole.

Selon l'USDA, la consommation brésilienne devrait croître de 1.5 %, favorisée par la reprise économique (baisse de l'inflation, reprise modérée de la croissance) et par une compétitivité prix du poulet renforcée par rapport aux viandes bovines et porcines. Les exportations de volailles devraient progresser de 5 % en 2018, favorisées par la compétitivité prix des volailles brésiliennes et les impacts de l'influenza aviaire sur les capacités exportatrices de nombreux pays. Le scandale portant sur le système de certification brésilien des viandes qui a impacté les ventes brésiliennes sur le premier semestre 2017, notamment vers l'Asie et le Moyen-Orient devrait en effet être oublié en 2018, selon l'USDA.

Sur le 1^{er} semestre 2017, les exportations brésiliennes ont fléchi de 6.4 % à 2 Mt, selon l'USDA. Les principaux marchés clients du Brésil ont été impactés, à l'exception de Hong-Kong et de l'Afrique du Sud. Les ventes brésiliennes ont en effet chuté de 34 % vers la Chine, de 15 % vers l'Union européenne et de 16 % vers l'Arabie Saoudite.

La baisse des volumes exportés est surtout marquée au mois d'avril (-23 %) et mai (-10.6 %). Selon l'APBA, les ventes des mois de juillet et d'août sont à nouveau supérieures en volume à celles de l'an dernier et les ventes des 8 premiers mois de l'année sont inférieures de seulement 2.3 % à celles de 2016. En valeur elles progressent de 6.3 %, en lien avec une augmentation du prix moyen.

(USDA Gain Report 07/09/17, ABPA 04/09/17)

Moy Park vendu par JBS et racheté par la filiale de ce dernier, Pilgrim's

Impliqué dans la vaste affaire de corruption qui secoue le Brésil, JBS annonçait en juin dernier avoir décidé de se délester de l'Européen Moy Park. Le leader mondial de la viande l'avait acheté à son compatriote brésilien Marfrig en septembre 2015 pour 1,5 milliard de dollars (à l'époque 1,336 milliard d'euros), prenant en compte la prise en charge de la dette de 293 millions de dollars de Moy Park.

Début septembre, Pilgrim's Pride, filiale à 78.5 % de JBS, annonçait à son tour le rachat de Moy Park pour une valeur de 1.3 milliard d'US\$. « Suite à nos acquisitions réussies de GNP et des actifs au Mexique, Moy Park représente une prochaine étape logique dans l'évolution de notre empreinte géographique et de marques. L'acquisition nous donne accès aux marchés attrayants du Royaume-Uni et de l'Europe, fait progresser notre stratégie de diversification de notre portefeuille de produits tout en réduisant la volatilité dans nos entreprises ».

Moy Park est un des plus grands groupes britanniques intégré de volaille, dont le siège est en Irlande du Nord, employant plus de 9 000 personnes. Moy Park transforme 5.7 millions de volailles par semaine et possède 13 usines situées au Royaume-Uni, en Irlande, en France et aux Pays-Bas. Les deux sites français sont ceux d'Hénin-Beaumont, pour les ingrédients de volaille, et celui d'Orléans, pour les steaks hachés destinés à McDonalds.

(Les Marchés, 21/06/17, Watt Poultry 11/09/17)

Arabie Saoudite : progression de la production et réduction des importations de volaille en 2016 et 2017

Selon l'USDA, la production saoudienne de volailles pourrait atteindre 760 000 tonnes en 2017, en progression de 9 % par rapport aux données officielles 2016 à 700 000 tonnes.

La production saoudienne a augmenté de 34% sur les cinq dernières années. La hausse plus importante qu'initialement prévue de la production en 2016 est imputable à une amélioration des résultats techniques (baisse nette des mortalités en élevage) et à un développement des outils de production. Les principaux opérateurs saoudiens, Al-Watania (820 000 poulets/jour), Fakieh (550 000 poulets/jour) et Al-marai ont en effet développé de nouveaux projets.

Une nouvelle progression est attendue en 2018 à 765 000 tonnes, et d'ici 2022, avec la montée en puissance des nouvelles installations. La production de poulet saoudienne est concentrée dans une dizaine de compagnies intégrées verticalement, les 3 majors et 7 compagnies de taille

moyenne), qui contrôlent 80% de la production nationale.

La consommation domestique est estimée à 1,6 Mt en 2016, en nette hausse liée à une bonne compétitivité prix de la viande de poulet par rapport aux autres viandes. En 2017, la consommation est orientée à la baisse, en lien avec le départ de nombreux travailleurs expatriés illégaux. La consommation individuelle de poulet saoudienne est parmi les plus élevées au monde, estimée à 51 kg/personne.

Après une forte hausse des importations en 2015, liée à l'agressivité commerciale des opérateurs brésiliens, des stocks se sont constitués. Les importations saoudiennes ont reculé de 8% en 2016 et elles devraient reculer à nouveau de 11% en 2017, à 790 000 tonnes contre 886 000 tonnes en 2016. Depuis deux décennies, le Brésil est le principal fournisseur du marché saoudien. En 2016, il a exporté 746 300 tonnes vers l'Arabie, représentant 84 % des achats saoudiens, suivie par la France (14% de part de marché) et par les Etats-Unis (1 % de part de marché).

Les exportations saoudiennes sont très faibles, estimées à 40 000 tonnes, à destination de différents pays voisins du Golfe.

(USDA gain Report 31/09/17)

Conjoncture mensuelle France et Europe

➤ Marché français

1. Matières premières et aliments

➤ Évolution des cours des matières premières

En août 2017, les cours mensuels sont en baisse de 2 % pour le maïs et de 3 % pour le blé mais sont en hausse de 2 % pour l'orge par rapport au mois précédent. Les cours du tourteau de soja sont en baisse (- 5 %) de même que pour le tourteau de colza (- 4 %) tandis que les cours du tourteau de tournesol non décortiqué sont en légère hausse de 0,9 %. Les cours de la luzerne et de la pulpe de betterave sont quant à eux en nette baisse avec respectivement - 5 % et - 8 % par rapport au mois de juillet 2017.

Lissés sur trois mois, les cours des principales matières premières sont en baisse par rapport à la moyenne lissée de juillet 2017, sauf pour le tourteau de tournesol non décortiqué qui suit une légère hausse de 0,4 %.

➤ Poursuite du repli des indices coût des matières premières

En conséquence de la baisse des cours des matières premières, les indices aliment calculés par l'ITAVI et lissés sur 3 mois (base 100 – janvier 2014) sont en repli en août 2017 par rapport à juillet 2017. L'indice aliment lapin est celui qui observe la plus forte baisse avec - 2,9 % par rapport à juillet. L'indice aliment canard gras est en repli de 2 % par rapport au précédent mois et la baisse des indices pour l'ensemble des espèces restantes s'échelonne entre - 1,4 % et - 1,7 %. Cette baisse des indices vient confirmer la tendance observée pour l'ensemble des espèces depuis avril 2017. L'indice aliment de l'ensemble des espèces est en dessous de leur niveau de l'année dernière à la même période.

2. Volailles de chair

➤ Baisse des abattages de volailles sur les cinq premiers mois de l'année 2017

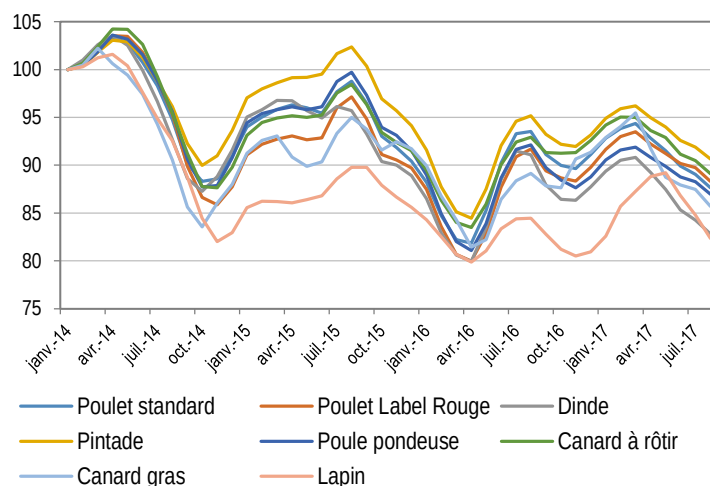
Après s'être stabilisés, les abattages de volailles (en tonnes) repartent en légère hausse de 0,78 % en juillet par rapport au mois de juin. Le cumul des abattages sur les sept premiers mois de l'année 2017 (936 327 téc) est inférieur de 1,6 % à celui de 2016. Les abattages cumulés de dindes ont notamment baissé de 5,7 % par rapport au cumul de l'année précédente (-11 702 téc) de même que ceux des pintades, tandis que celui des poulets de chair ont augmenté de 1,4 % (+8 289 téc) et celui des canards sont restés stables (+ 0,04 %). En têtes, le cumul des abattages de poulets sur 7 mois a baissé de 0,56 % ce qui suggère une augmentation du poids moyen à l'abattage (+ 1,9 %) liée aux baisses de production du poulet léger type « grand export ». Malgré un repli des abattages en tête et en tonnes par rapport à l'année précédente, le poids moyen à l'abattage des dindes est également en progrès (+ 3,6 %).

Prix des matières premières lissés sur les 3 derniers mois

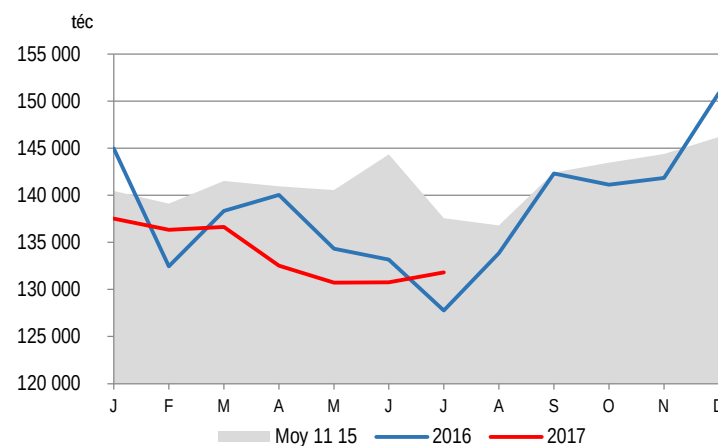
En €/tonne (y.c. majorations mensuelles sans coût de transport)	août 2017	Variation par rapport à juillet 2017	Variation par rapport à août 2016
Maïs (rendu Ile-et-Vilaine)	184,2	-1,2 %	5,3 %
Blé (rendu Ile-et-Vilaine)	161,5	-2,1 %	3,2 %
Ttx Soja 48 (Montoir)	308,4	-2,9 %	-22,8 %
Graines Soja extrudées (Rotterdam)	346,2	-1,0 %	-12,3 %
Tourteaux Colza (Dieppe)	202,7	-2,1 %	-12,7 %
Ttx tournesol (Saint-Nazaire)	150,8	0,4 %	-21,9 %
Luzerne (Marne)	165,9	-7,5 %	-0,2 %
Pulpe betterave	189,6	-6,8 %	13,0 %

Source : ITAVI d'après Les Marchés

Indices matières premières au moindre coût – base 100 janvier 2014



Abattages contrôlés de volailles en téc



Source : Agreste

- Solde déficitaire en volume (- 48 354 t c) et en valeur (- 156,9 M ) sur 7 mois 2017

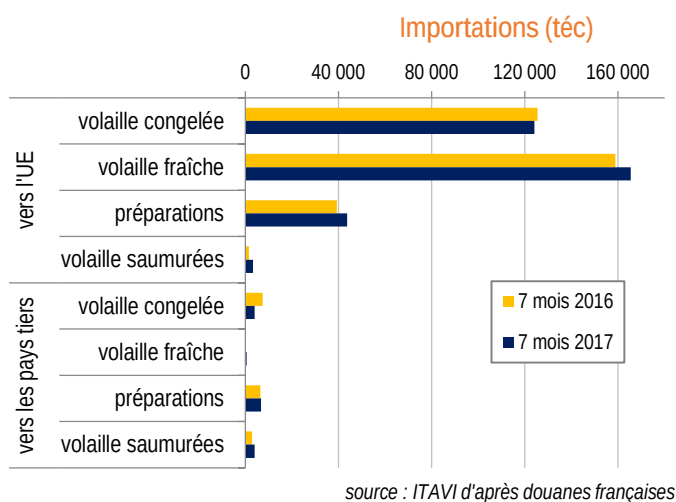
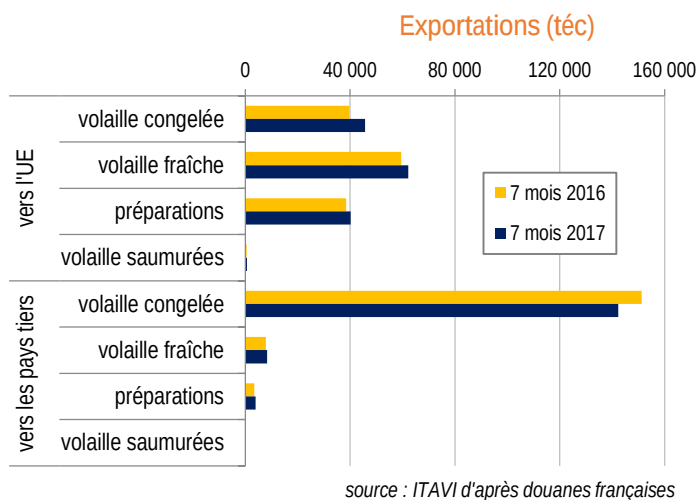
Sur les sept premiers mois 2017, les exportations de viandes et préparations de volailles reculent en valeur et en volume par rapport au cumul des sept mois 2016 suite à une réduction des ventes de poulet congelé (entier et découpe) vers les pays du proche et Moyen-Orient (PMO). Les exportations vers l'UE s'accroissent en volume avec une hausse de 7,6 % par rapport à la période précédente notamment grâce aux découpes fraîches et préparations de poulet à destination des Pays-Bas, mais ne sont que légèrement positives en valeur (+ 1,5 M ) les imports néerlandais (+14,7 M ) ne compensant qu'à peine le repli des importations Allemandes (- 7 M ) et Britanniques (- 6 M ). Les importations de viandes et préparations de volailles augmentent en volume et en valeur sur sept mois 2017, principalement en provenance de la Pologne avec une hausse de 12,8 M  par rapport à janvier-juillet 2016 mais aussi depuis la Belgique (+ 4,5 M ). En provenance des pays tiers, le repli des importations du Brésil (- 22 %) et la hausse issue de la Thaïlande (+ 13,8 %) se confirment. Au niveau des produits on note une baisse des importations de volailles congelées (- 19 M ) au profit des préparations (+15 M ), des volailles fraîches (+ 10,6 M ) et saumur es (+ 4,6 M ).

Les exportations de poulet sont en baisse en volume et en valeur notamment via la réduction des échanges avec l'Arabie saoudite (- 21 % en valeur par rapport à 2016) et les autres pays du Moyen-Orient exception faite des exportations en direction du Qatar qui enregistrent une progression de 3,6 M  par rapport à 2016.   noter que les exportations vers Hong-Kong sont également en progression de 3,3 M  ainsi que celles en direction de la Suisse (+1,6 M ). Les exportations vers l'UE sont en légère hausse avec un accroissement sensible aux Pays-Bas mais un recul vers le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Allemagne. Les importations de poulet sont également en augmentation en valeur (+ 5,1 %) et en volumes toujours depuis la Pologne (+ 10,5 M ) et dans une moindre mesure l'Espagne (+ 3,7 M ) et le Portugal (+ 2 M ). Les importations découpes fraîches, qui correspondent à la moitié des importations de poulet, continuent de progresser (+ 7,5 %).

Sur sept mois les exportations viandes et préparations de dindes progressent bien en volume (+ 14,1 %) mais faiblement en valeur (+ 1,4 %). Les volumes de dinde française exportés vers l'Allemagne sont en effet en augmentation (+ 78 %) tandis que les ventes sont en baisse (- 22 %). Les importations de dinde reculent en volume et en valeur sur les sept premiers mois liés à une baisse de 26 % en provenance de Pologne, l'épisode d'influenza aviaire ayant toujours un impact sur les disponibilités.

Les exportations de viandes de canard sont en hausse en volume sur les 7 mois 2017 (+ 32,8 %) et stables en valeur (+ 0,7 %). En valeurs les échanges sont caractérisés par une forte baisse des importations (- 32 %) encore en raison des épisodes d'influenza aviaire en Bulgarie et en Hongrie, et une hausse des exportations vers Hong-Kong (+ 48 %, soit + 2,2 M ).

 volution des échanges français de volailles des 7 premiers mois 2017 par rapport aux 7 mois 2016



Echanges français de viandes et préparations de volailles en volume

1000 t�c	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	7 mois	17/16 %	7 mois	17/16 %
Volailles	304	0,8	352	2,8
dont UE 28	149	7,6	337	3,5
dont pays tiers	155	-4,9	15	-9,9
Poulet	229	-3,6	314	4,9
dont UE 28	92	0,8	301	5,7
dont pays tiers	137	-6,4	13	-11,1
dont PMO	77	-18	0,1	-20,4
Dinde	47	14,1	26,8	-1,6
dont UE 28	35	18,1	25,8	-0,9
dont pays tiers	12	3,8	1,1	-15,2
Canard	21	33	7,8	-30,8
Pintade	2,93	-5,7	0,04	136,5

- Confirmation de la tendance à la substitution des produits entiers par des produits transformés

Les achats cumulés de viandes de volailles et élaborés des 9 périodes 2017 (jusqu'au 3 septembre 2017) ont reculé de 1,3 % par rapport aux 9 périodes 2016. Les achats de poulet PAC sont en baisse (- 3,9 %) de même que ceux des dindes hors élaboré (- 4,8 %) et poulet hors élaborés (- 1,0 %) malgré des prix relativement stables. La consommation se tourne plutôt vers les produits transformés comme les élaborés de volailles (+ 3,1 %) ainsi que les charcuteries de volailles (+ 1,9 %) malgré un prix en hausse de 2,2 %. Les achats de canard et de pintade ont également nettement réduit de 7,1 % et 6,8 %.

3. Poules pondeuses et œufs

- Baisse des mises en place sur 6 mois 2017

Sur 6 mois 2017, les éclosions baissent de 5,6 % par rapport à 2016. En tenant compte de la baisse des échanges de poulettes d'un jour, les mises en place de poulettes des six premiers mois 2017 sont en repli de 2,8 % par rapport aux 6 mois 2016. D'après le modèle ITAVI-CNPO-SSP, la production d'œufs hors production traditionnelle des dix premiers mois 2017 serait en hausse de 5,2 % par rapport aux dix mois 2016.

- Hausse des fabrications d'aliments pour pondeuses sur 7 mois 2017

Selon COOP de France NA et le SNIA, les fabrications d'aliments pondeuses et repro cumulées sur les 7 premiers mois 2017 ont augmenté de 1,4 % par rapport aux 7 mois 2016 dont une hausse de 2 % sur les fabrications d'aliments pour poulettes et pondeuses d'œufs de consommation.

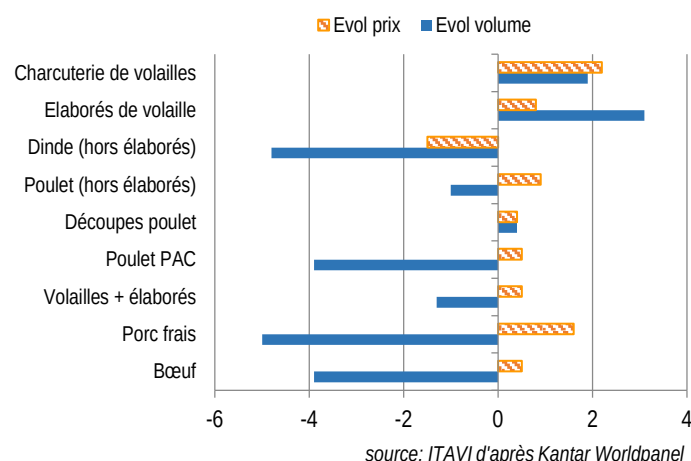
- Solde total négatif sur 7 mois 2017, à - 13 041 téoc et - 8,5 M€

Le solde des échanges d'œufs coquille se dégrade en 2017 (- 27 248 téoc et - 26 M€) en raison d'une hausse des importations de 29 % en volume et 32 % en valeur. Les importations en provenance de Pologne ont été multipliées par trois sur la période (+ 5 289 téoc, à 0,96 €/kg) devenant ainsi le deuxième fournisseur de la France, derrière l'Espagne pour laquelle les importations sont également en hausse (+ 2 115 téoc, à 1,02 €/kg).

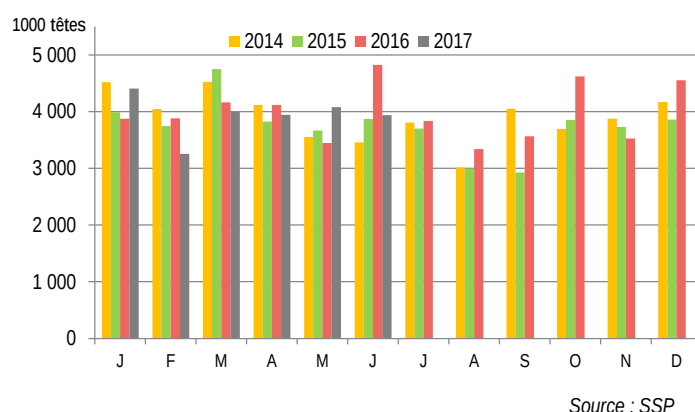
Les exportations d'ovoproduits poursuivent leur progression avec +3,7 % en volume notamment grâce aux jaunes liquides (0,60 €/kg) tandis qu'en valeur les exportations se réduisent (- 6,4 %) en raison de la baisse du prix des albumines séchées (9,5 €/kg en 2016 contre 6,9 €/kg en 2017 sur 7 mois). Les importations d'ovoproduits augmentent aussi : + 7 % en volume en provenance d'Allemagne, des Pays-Bas et de Pologne concernant principalement les albumines liquides.

- Les achats d'œufs des 9 premières périodes 2017 seraient en baisse de 1,4 % en volume (Kantar) par rapport aux 9 périodes 2016. Les achats d'œufs cage reculent de 7,5 % tandis que les achats d'œufs bio progressent de 13,2 % ainsi que les œufs Label rouge (+ 13,5 %), autres plein-air (+ 6,7 %) et sol (+ 19,6 %).

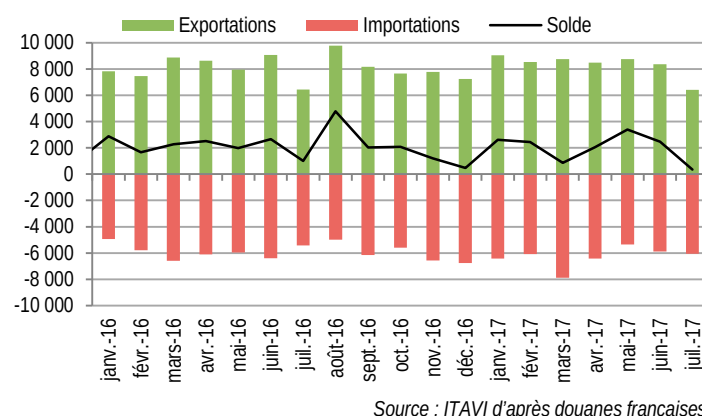
Evolution des achats des ménages en % sur 9 périodes 2017/2016



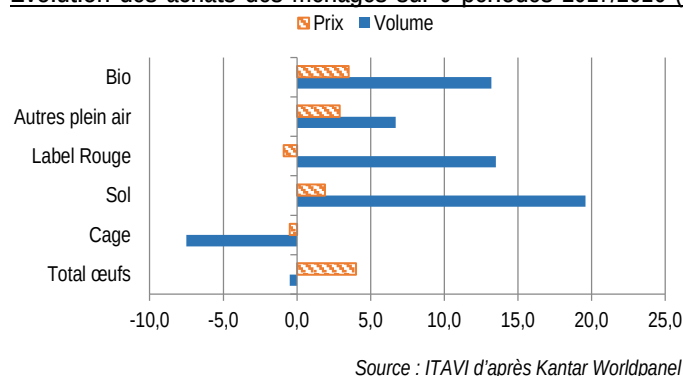
Mises en place mensuelles de poulettes



Échanges d'ovoproduits en téoc



Évolution des achats des ménages sur 9 périodes 2017/2016 (%)



➤ Hausse de la cotation des œufs

Sur les 37 premières semaines 2017, la moyenne TNO atteint en 6,83 € le cent soit une hausse de 17,7 % par rapport à 37 semaines 2016 (5,81 € le cent) avec une accélération sur les quatre dernières semaines pour atteindre 7,55 € le cent en semaine 37. La TNO Industrie moyenne est également en hausse de 37,6 % par rapport à 2016 et de 8,5 % par rapport à la moyenne triennale 2013-2015. Ces hausses résultent d'une baisse de l'offre des pays de l'UE liée à la crise du fipronil et d'une hausse de la demande pour les œufs français.

4. Palmipèdes gras

➤ Hausse mises en place de canetons à gaver et des abattages par rapport à 2016

Sur 6 mois cumulés, les mises en place de canetons gras ont chuté de 20 % en 2017 par rapport à la moyenne 2013-2015, mais sont en hausse de 13,4 % par rapport à 2016. Les fabrications d'aliments cumulés sur 7 mois 2017 ont chuté de 10,6 % par rapport à 7 mois 2016. Enfin, les abattages de canard gras en tonnes ont reculé de 17,8 % en tonnes sur ces 7 mois pour atteindre 40 865 t.

➤ Excédent commercial en hausse grâce aux diminutions des importations de foie gras cru

Vis-à-vis de l'année 2016, les exportations de foie gras sont stables en volume (+0,1 %) et en valeur (+0,5 %) sur les 7 premiers mois 2017. Les importations ont quant à elles chuté de 40 % en volume et de 29 % en valeur.

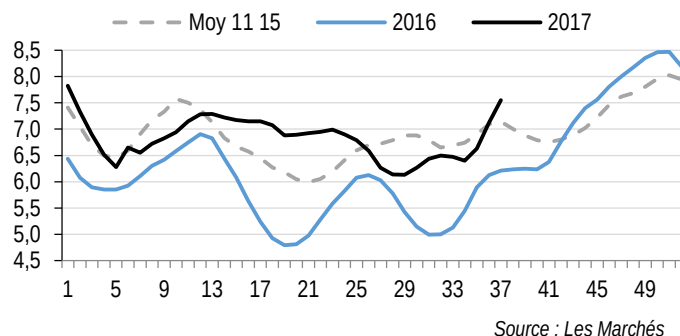
Les exportations de foie gras cru ont augmenté en volume vers les pays de l'Union européenne (+20,9%), notamment en direction de la Belgique de l'Espagne et du Luxembourg, compensant ainsi le recul des volumes vendus vers les pays extra-UE (-29,6 %) avec un arrêt quasi-total vers le Japon (-96,6 %) et une baisse importante vers Hong Kong (-27,4 %). Les importations de foie gras cru sont en net repli (-45,8 %) notamment celles en provenance de Bulgarie (-46,8 %) et de Hongrie (-59,3 %). Les exportations de préparations à base de foie gras diminuent légèrement sur 7 mois (-0,3 %) avec une hausse en direction des pays communautaires (Espagne, Belgique) et une baisse vers les pays extra-européens. Les importations de préparations à base de foies gras ont quant à elles été multipliées par plus de deux en provenance de Bulgarie notamment. Ainsi le solde des échanges est positif de janvier à juillet et en hausse comparé à 2016 (+7 M€).

5. Lapin

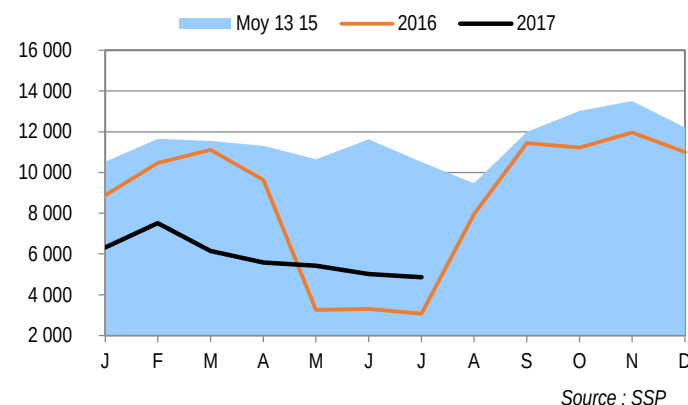
➤ Repli des principaux indicateurs de production au premier semestre 2017

Selon le CLIPP, les inséminations artificielles des 34 premières semaines de l'année 2017 s'établissent à 2,7 millions de femelles contre 2,9 en 2016 soit une baisse de 5,2 %. Les fabrications d'aliment ont baissé de 6 % par rapport au cumul 2016. Sur les sept premiers mois 2017, les abattages de lapins chutent de 7,1 % en tonnes par rapport à la période en 2016 et de 7,0 % en têtes.

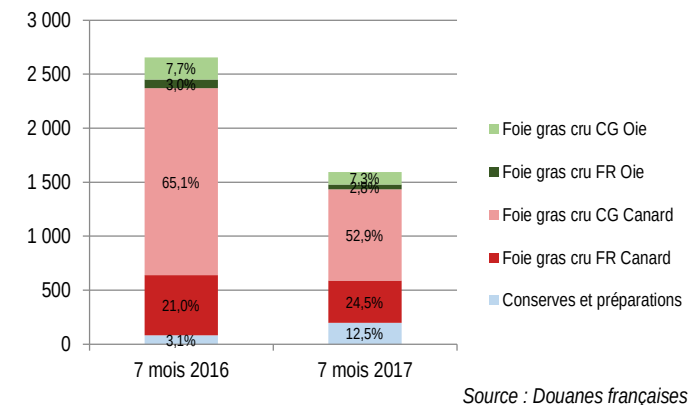
Evolution de la TNO (moyenne cal. M et G, €/100 œufs)



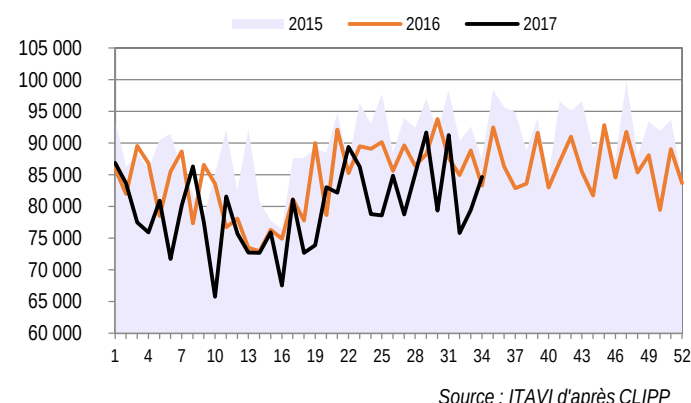
Evolution des abattages de canard gras en têtes



Importations de foie gras en tonnes sur 5 mois 2016 et 2017 (CG : congelé, FR : frais)



Evolution du nombre d'inséminations artificielles en têtes



➤ Cotation du vif en hausse et repli de la carcasse standard sur le 1^{er} semestre

Sur les 36 premières semaines de l'année 2017, la cotation du vif est en hausse de 0,6 % par rapport aux 36 semaines 2016. Sur les dernières semaines la cotation est proche de celle de 2016 et toujours en dessous de la moyenne de la période 2013-2015. Sur 37 semaines 2017, la cotation moyenne des carcasses triées baisse de 2 % par rapport à la même période 2016 (à 4,80 €/kg) tandis que celle des carcasses standard reste supérieure de 15 % par rapport aux 37 semaines 2016 soit 4,15 €/kg contre 3,60 €/kg confirmant les tendances de début d'année.

➤ Baisse des achats de lapin sur 9 périodes 2017

Sur les 9 premières périodes 2017, la consommation à domicile est en net repli avec une baisse des achats de lapin de 15,2 % par rapport à 2016 en volume. Ce sont principalement les achats de lapin entier (découpé ou non) qui sont en cause avec une baisse de 19,8 % des volumes et dans une moindre mesure les morceaux (-8,1 %). La baisse du prix des demi-lapins s'accompagne quant à elle d'une hausse de 8,2 % des consommations à domicile par rapport aux 8 périodes de 2016.

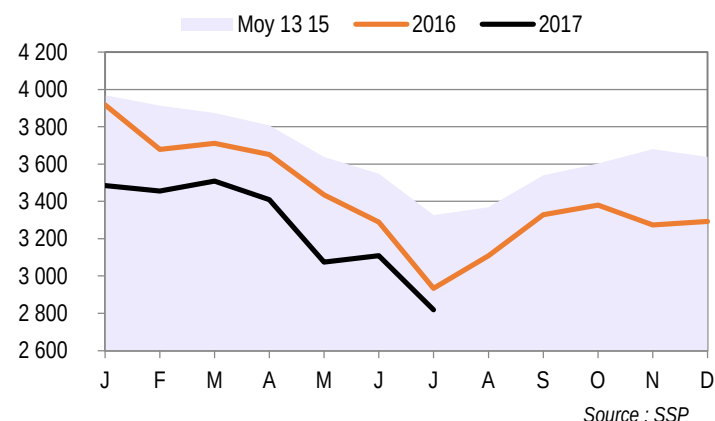
➤ Hausse des importations extra-UE

Sur les sept premiers mois de l'année 2017, le solde des échanges est positif en volume et en valeur mais cet excédent commercial est inférieur de 8,2 % (en valeur) à celui observé sur la même période en 2016, qui s'explique par une baisse des exportations en valeur (-2,2 %) et une forte augmentation de la valeur des importations (+15,2 %) en provenance de Chine notamment.

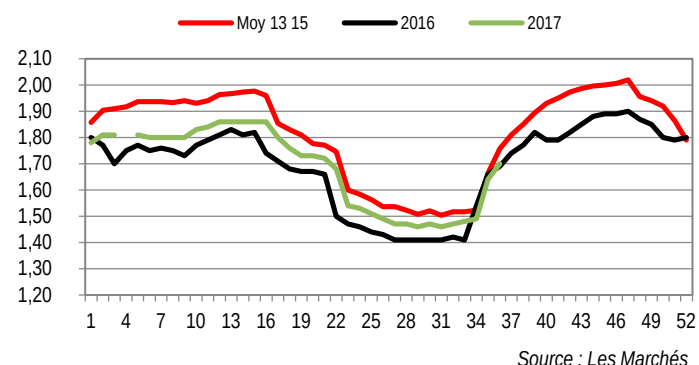
Les exportations progressent légèrement en volume (+1,2 %) par rapport aux sept premiers mois 2016. Si l'Italie est le premier débouché français les exportations diminuent de 20,8 % en volume sur la période. En revanche les exportations augmentent à destination du Royaume-Uni (+49,9 %) de la Belgique (+34,8 %) et de l'Espagne (+28,4 %). Les exportations à destination des pays hors-UE sont en hausse par rapport à 2016 avec un développement des volumes en direction de Hong-Kong (+148 téc) et du Viêt-Nam (+122 téc). Le niveau des exportations vers les États-Unis ayant atteint des niveaux exceptionnels en 2016, un repli est observé en 2017 (-101 téc) - ce qui correspond au retour à une situation plus proche de l'année 2015.

Les importations françaises de lapin ont quant à elles baissé en volumes (-8,7 %) et augmenté en valeur (+15,2 %) traduisant une hausse du prix des produits importés. Le prix moyen d'importation des lapins chinois est en effet en hausse de 16 % par rapport à 2016 et celui des produits communautaires en hausse de 24%. Ainsi, les importations en provenance de Chine sont en augmentation (+8,1 % en volume) par rapport à 2016. Pour l'Union européenne, les importations en provenance de l'Espagne et de la Belgique diminuent tandis que celles en provenance d'Italie augmentent. Le prix moyen du lapin exporté vers l'UE est de 3,48 €/kg sur ces sept premiers mois de l'année 2017 contre 3,84 €/kg en moyenne sur l'année 2016.

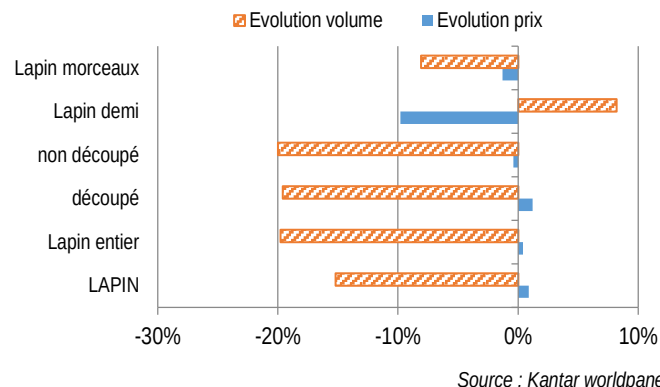
Abattages de lapins en téc



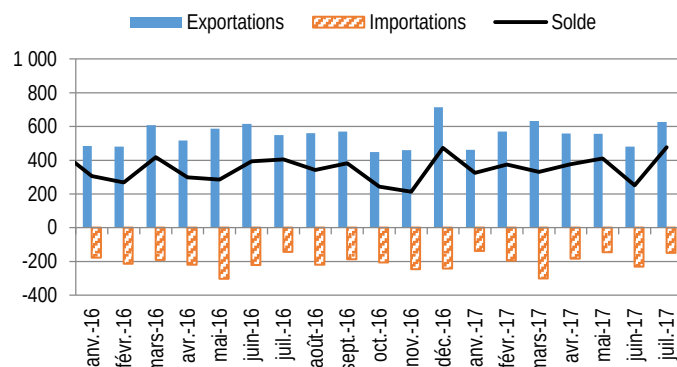
Evolution de la cotation du lapin vif en €/kg



Evolution des achats des ménages sur 9 périodes 2017 par rapport à 9 périodes 2016



Echanges de viande de lapin en téc



➤ **Marché européen**

1. **Volailles de chair**

➤ **Hausse des abattages au Royaume-Uni et en Pologne**

Après une hausse des abattages de poulet dans l'UE en 2016, on observe une nouvelle hausse des abattages européens selon Eurostat sur les 6 premiers mois de l'année 2017 : + 3 % par rapport à 6 mois 2016. Les abattages de poulets sont particulièrement dynamiques au Royaume-Uni (+12 %) ou en Pologne (+ 6%) et plus modérément en France (+2 %).

Les abattages de dinde dans les plus grand pays producteurs sont en recul : -3% en Allemagne, -5% en France, -7% en Pologne. En revanche le Royaume-Uni et l'Espagne affichent une progression de 7% et 10% respectivement sur 6 mois. Au total, les abattages de dindes sont en recul de 2 % en volume sur 6 mois à l'échelle de l'UE.

➤ **Hausse des importations Ukrainiennes**

Les exportations extra-européennes de volailles affichent une baisse de 1,2 % sur le 1^{er} semestre 2017 par rapport au 1^{er} semestre 2016 et atteignent 774 346 téc dont 88 % de poulet.

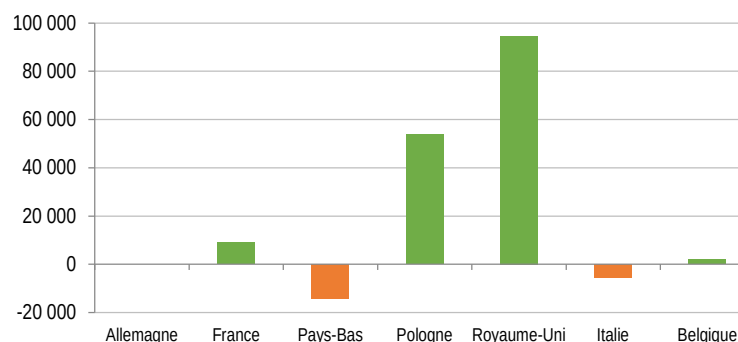
Sur janvier-juin 2017, les premières destinations des exportations européennes de viande de volailles sont Hong-Kong (+ 18 %), l'Ukraine (+ 41 %), le Ghana (+ 69 %) et le Bénin (- 19 %), l'Arabie Saoudite et l'Afrique du Sud n'arrivant qu'en cinquième et sixième positions.

Les importations en provenance des pays tiers sont en recul de 9,3% vis-à-vis de la période précédente en raison du repli en provenance du Brésil (- 15 %) et de la Thaïlande (- 2 %). A l'inverse, les importations depuis l'Ukraine sont en hausse de 77 %. Cette substitution partielle entre pays fournisseurs s'est faite dans un contexte de prévision d'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange UE-Ukraine en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2017. De même les importations sont en hausse depuis la Chine (+ 16%) et l'Argentine (+13 %).

Au niveau des produits, les exportations de découpes congelées de poulet sont toujours majoritaires et en léger repli (- 1,9%) suivies des poulets entiers congelés (+ 1,5 %). Les importations extra-communautaires viandes saumurées sont en net repli de 28,6 % sur la période ainsi que celles des découpes congelées (- 6,9%) en conséquence du détournement de l'UE des marchés brésiliens suite au scandale sanitaire des viandes avariées ayant touché le pays.

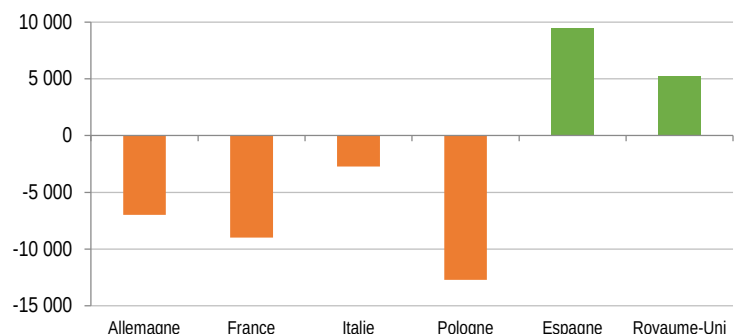
Ainsi le déficit commercial se réduit sur les 6 mois 2017 de 16 % par rapport à 2016, pour s'établir à -152,3 M€.

Evolution des abattages de poulet en téc sur 6 mois 2017/2016



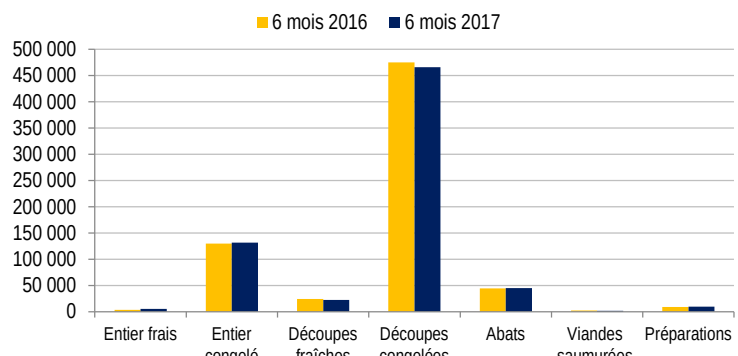
Source : Eurostat

Evolution des abattages de dinde en téc sur 6 mois 2017/2016



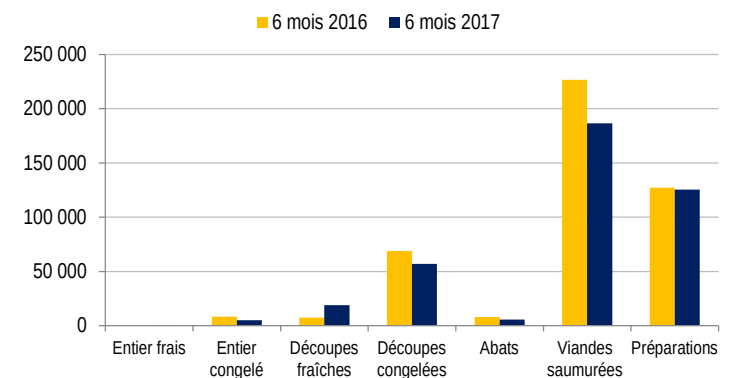
Source : Eurostat

Evolution des exportations extra-communautaires de poulet sur le 1^{er} semestre 2017, en téc



Source : CIRCABC

Evolution des importations extra-communautaires de poulet sur le 1^{er} semestre 2017, en téc



Source : CIRCABC

2. Poules pondeuses et œufs

➤ Cheptel européen de pondeuses stable

Sur la période janvier-mai 2017, selon MEG, les mises en place européennes sont stables par rapport à 2016 (- 0,35 %) avec des augmentations notamment en Espagne (+ 13,86 %) et en Pologne (+ 7,16 %), et des baisses aux Pays-Bas (- 24,55 %).

Selon MEG, le cheptel de pondeuses dans l'UE devrait être équivalent à celui de l'année dernière jusqu'en octobre 2017. Cependant ces statistiques sont probablement surestimées et ne prennent pas en compte les abattages anticipés de pondeuses liés à la crise du fipronil.

➤ Hausse des exportations d'ovalbumines

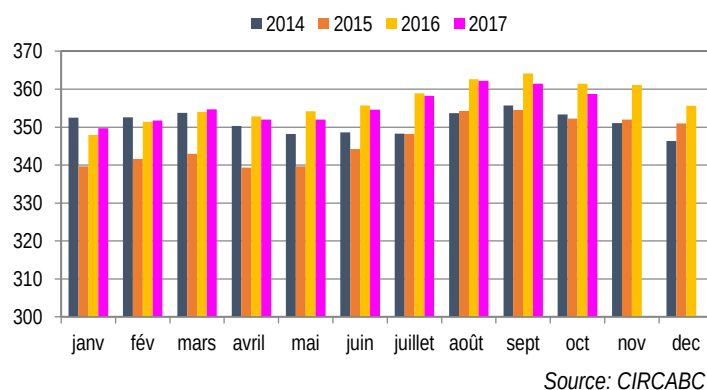
Sur 6 mois 2017 on observe une baisse modérée des exportations extra-européenne totale (- 3 %) qui s'établissent à 114 480 téoc.

Ce sont notamment les exportations d'œufs coquille qui sont en baisse (-29%) ainsi que celles des jaunes (- 22 %). En revanche, les exports d'albumine augmentent (+ 36 %) notamment en direction du Japon qui contribue pour 78 % à cette hausse.

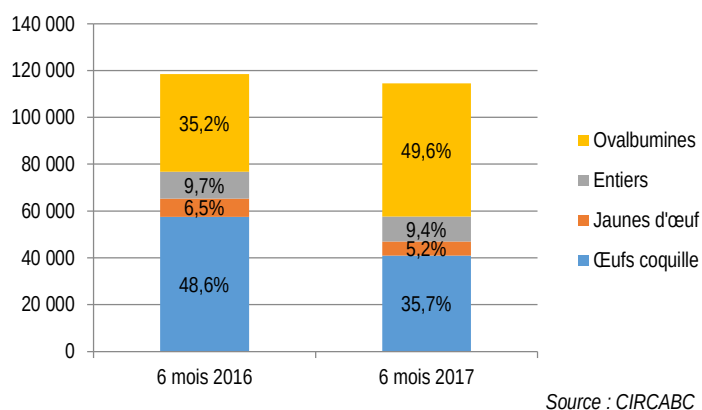
Les importations, qui restent modérées (7 306 téoc), sont en repli de 23 % au premier semestre 2017 concernant surtout les albumines (- 70 %) et les jaunes (- 57%). A noter toutefois une hausse significative des importations d'ovoproduits entiers en provenance des Etats-Unis (+3 922 téoc) qui représentent désormais 66,4% des importations de l'Union européenne (sur 6 mois) contre 20,1% sur l'année 2016 et 25,8 % sur la moyenne triennale 2013-2015 retrouvant ainsi leur niveau d'avant la période influenza. Les Etats-Unis sont de plus en surproduction d'œufs liée au retour sur le marché des producteurs touchés par les épisodes d'influenza en 2015 tandis que de nouvelles productions hors-cage s'étaient développées dans le même temps.

Ainsi le solde des échanges extra-communautaires d'œufs et ovoproduits reste positif en volume sur le premier semestre (107 177 téoc) mais en repli par rapport à la même période en 2016 (- 1,7 %).

Evolution du cheptel de pondeuses en production dans l'UE 28 en millions de pondeuses



Evolution des exportations extra-européennes d'œufs et ovoproduits en 2015 et 2016



Evolution des importations extra-européennes d'œufs et ovoproduits

